



A l'initiative de l'Algérie

Réunion aujourd'hui à Alger des pays voisins de la Libye

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4987 - Jeudi 23 janvier 2020 - Prix : 10 DA

Asphyxie

Dix personnes asphyxiées par des gaz brûlés dans une douche à Alger

Page 3

Enseignants du primaire

Le mouvement de grève faiblit à vue d'œil

Page 3

La grève par procuration

Par Mohamed Habili

En France, le mouvement de grève contre la réforme des retraites achève de s'essouffler, avec notamment la reprise du travail dans le secteur du transport public, SNCF et RATP, mais dans un climat à ce point tendu que le camp sorti vainqueur, le gouvernement et les forces qui le soutiennent, ne se sent pas rassuré. A croire qu'il ne le serait vraiment que si cette victoire avait été acquise au prix de plusieurs concessions faites aux grévistes les plus radicaux. Ce qui n'est pas le cas. L'argument martelé depuis un certain temps, suivant lequel la France est en fait passée d'un système de retraites éclaté en plusieurs régimes spéciaux en un autre décliné en plusieurs régimes spécifiques, ne peut faire oublier que les travailleurs le plus en pointe dans le combat contre la réforme estiment quant à eux avoir perdu la partie. Non pas d'ailleurs faute de détermination, ou en conséquence de divisions dans leurs rangs, mais pour être restés longtemps les seuls à faire grève, alors même qu'ils sont soutenus par une majorité de l'opinion. Cette bataille ne pouvait être remportée que si grévistes et sympathisants se recoupaient dans une large mesure, ce qui n'a été le cas à aucun moment. La défaite est d'autant plus amère qu'elle vient dans le prolongement d'autres, toutes ayant en commun d'avoir été concédées face à un seul pouvoir, celui qu'incarne quasi exclusivement Emmanuel Macron. Pour cette même raison, d'autant plus dangereuse politiquement parlant.

Suite en page 3

Le président Tebboune lors d'une rencontre avec la presse

L'amendement de la Constitution est nécessaire

PH/D. R.

Le président de la République Abdelmadjid Tebboune, a indiqué, hier, lors d'une entrevue avec des responsables de médias nationaux, que les concertations avec les personnalités nationales vont se poursuivre et qu'il va rencontrer des gens ayant de " l'expérience " dans la gestion des affaires du pays dont certains étaient " exclus " par le passé. Lire page 2

Fakhfakh donnera demain des éclairages sur la démarche à suivre

En Tunisie, un gouvernement «restreint et sérieux» pour sortir de l'impasse politique

Page 2

Plusieurs thèmes en débat à Tizi Ouzou

Salon Djurdjura du livre, une rencontre enrichissante

Page 13

Le président Tebboune lors d'une rencontre avec la

L'amendement de la Constitution est nécessaire

■ Le président de la République Abdelmadjid Tebboune, a indiqué, hier, lors d'une entrevue avec des responsables de médias nationaux, que les concertations avec les personnalités nationales vont se poursuivre et qu'il va rencontrer des gens ayant de " l'expérience " dans la gestion des affaires du pays dont certains étaient " exclus "

Par Massi Salami

M. Tebboune a affirmé que l'avis de toutes les personnes en mesure d'apporter un plus l'intéresse. Interrogé sur l'amendement de la constitution, il expliquera que «toutes les idées seront prises en considération», précisant toutefois que ce projet relève de la compétence des spécialistes en la matière.

Abdelmadjid Tebboune a affirmé que «l'amendement de la constitution est nécessaire» et permettra «d'écarter le risque de toute crise à l'avenir».

Expliquant ça démarche, il rappellera avoir tracé les grandes lignes pour le projet d'amendement, qui constitue une base de discussion. «La constitution doit prémunir le pays contre certains agissements» a-t-il souligné. Et de s'étaler en expliquant que la nouvelle constitution sera soumise à adoption au parlement avant d'aller vers un référendum. « J'ai préféré passer par le parlement, qui, avec les débats qu'y seront organisés, permettra aux citoyens de mieux la

comprendre». L'objectif recherché est de parvenir à une constitution «consensuelle» a-t-il indiqué, ajoutant ne pas chercher «une Constitution sur mesure».

Une fois la Constitution élaborée, on va passer à une autre étape, très importante, celle de son application. M. Tebboune a annoncé, dans le même ordre d'idée, qu'il sera ensuite question d'amender la loi électorale, «dont

tout le monde ne cessait de se plaindre». «On va pénaliser tout dépassement, et ce, afin de pouvoir rentrer dans une nouvelle République avec une nouvelle classe politique issues d'élections propres, a-t-il souligné. Le président qui répondait aux questions des journalistes a exprimé sa préférence pour une nouvelle classe politique jeune. M. Tebboune, concernant la partici-

pation ou non de Liamine Zeroul aux concertations politiques en cours, a exprimé son respect pour ce «nationaliste, un vrai algérien, honnête, qui n'a jamais trahi». Il a expliqué que son absence est due à des circonstances qui lui ont pas permis de se déplacer à Alger. «Dès qu'il sera à Alger, je le rencontrerai, sinon c'est moi qui va me déplacer chez lui » a-t-il indiqué. Par

ailleurs, le président a réitéré sa promesse « de poursuivre la réalisation des revendications du hirak ». Sur le plan économique, il affirmait que «la politique sert l'économie et non pas le contraire ». Selon lui, la reconstruction de l'économie nationale et une voie difficile. A cet effet, il a été décidé de mesures d'urgence à court terme, et d'autres à moyen et à long terme, afin de sortir de la situation actuelle. Sans détour, il affirmait que «l'importation a tué l'économie nationale». Pourtant les compétences existent. Evoquant son grand intérêt pour les start up, M. Tebboune n'hésitera pas à affirmer que l'ancien modèle jusque là adopté «a échoué». A l'avenir, souligne-t-il «on ne doit pas dépendre du prix du pétrole», annonçant à cette occasion l'organisation prochaine «des états généraux sur les nouvelles orientations de l'économie nationale». Optimiste, il rassurera qu'il est hors de question de réduire les importations au détriment du simple citoyen et que des mesures seront prises pour que le pouvoir d'achat soit préservé. **M. S.**

A l'initiative de l'Algérie

Réunion aujourd'hui à Alger des pays voisins de la Libye

L'Algérie abrite, aujourd'hui, une réunion des ministres des Affaires étrangères des pays voisins de la Libye (l'Algérie, la Tunisie, l'Egypte, le Soudan, le Tchad et le Niger). C'est ce qu'a indiqué hier un communiqué du ministère des Affaires étrangères, avec, précisa la même source, la participation du ministre malien des Affaires étrangères. Cette rencontre organisée à l'initiative de l'Algérie intervient au lendemain de la Conférence de Berlin sur la crise en Libye. Cette «réunion portera sur les derniers développements en Libye à la lumière des résultats des offices de l'Algérie en direction des composantes libyennes et des parties internationales agissantes, et ceux des efforts internationaux

pour permettre aux frères libyens de prendre en main le processus de règlement de la crise dans leur pays, loin de toute ingérence étrangère, quelle qu'en soit la nature», a expliqué le communiqué du MAE, qui relèvera la participation à cette réunion du chef de la diplomatie malienne et ce en raison «des retombées de la crise libyenne sur ce pays voisin». Et de rappeler à ce sujet que cette rencontre des chefs de la diplomatie respectifs des pays voisins de la Libye «s'inscrit dans le cadre de ses intenses efforts pour la consolidation de la coordination et la concertation entre les pays du voisinage de la Libye et les acteurs internationaux afin d'accompagner les Libyens dans la dynamisation du processus de

règlement politique de la crise à travers un dialogue inclusif et de permettre à ce pays frère et voisin de sortir de la situation difficile qu'il vit et de construire un Etat et des institutions où prévaudront la sécurité et la stabilité». Pour rappel, dimanche dernier, le Président Tebboune intervenant devant les participants à la Conférence de Berlin sur la Libye, rejetant «catégoriquement» la politique du fait accompli en Libye, a fait part de «la disponibilité de l'Algérie à abriter le dialogue entre les frères libyens». Ainsi, Tebboune, avait réitéré son appel à «la communauté internationale d'assumer sa responsabilité en matière de respect de la paix et de la sécurité dans ce pays», non

sans déclarer que «l'Algérie refuse toute atteinte à son intégrité nationale et à la souveraineté de ses institutions». «Nous sommes appelés à arrêter une feuille de route aux contours clairs, qui soit contraignante pour les parties, visant à stabiliser la trêve, à stopper l'approvisionnement des parties en armes afin d'éloigner le spectre de la guerre de toute la région», avait-il affirmé tout en appelant à «encourager les parties libyennes à s'asseoir autour de la table pour résoudre la crise par le dialogue et les voies pacifiques et éviter ainsi des dérapages aux conséquences désastreuses». Et pour cause, estimant que «la région a besoin d'une stabilité fondée sur la sécurité commune», il a réitéré «l'attachement

de l'Algérie au maintien de la région loin des ingérences étrangères». «La sécurité de la Libye est le prolongement de notre propre sécurité et le meilleur moyen de préserver notre sécurité régionale qui reste la coopération et l'entraide avec nos voisins pour faire face au terrorisme et à l'extrémisme», a-t-il poursuivi. En outre, rappelant les efforts déployés par l'Algérie en faveur d'une solution politique à la crise libyenne, il dira qu'«au-delà des offices menés loin des projecteurs afin de garantir la réussite de sa démarche, l'Algérie a œuvré intensément pour la stabilisation du cessez-le-feu, partant de son sens de solidarité à l'égard du peuple libyen frère». **Lynda Naili**

Fakhfakh donnera demain des éclairages sur la démarche

En Tunisie, un gouvernement «restreint et sérieux» pour sortir de l'impasse politique

Trois mois et demi après les élections et dix jours après l'échec d'une première tentative de former un nouveau gouvernement, le président tunisien, Kais Saïed, a désigné Elyes Fakhfakh au poste de Premier ministre. Celui-ci doit constituer d'ici un mois une équipe susceptible de convaincre un Parlement morcelé. A défaut, de nouvelles élections législatives seront incontournables. A cet effet, le nouveau Chef du gouvernement donnera demain des éclairages sur la démarche à suivre dans le processus de formation de son équipe et son programme d'action. M. Fakhfakh s'exprimera lors d'une conférence de presse

prévue à Dar Dhiafa, et ce, au lendemain du lancement officiel de ses concertations avec les partis politiques et les organisations nationales, pour la formation du gouvernement, a rapporté hier l'Agence tunisienne TAP. Il a assuré que le prochain gouvernement sera composé d'«une équipe restreinte, harmonieuse et sérieuse», tandis que des partis politiques représentés au Parlement l'appelaient à s'ouvrir à toutes les forces vives sans exclusion. M. Fakhfakh avait annoncé mardi, à l'issue de sa rencontre avec le président Kais Saïed, qu'il allait œuvrer pour «une équipe restreinte, harmonieuse et sérieuse, où prévaut la

compétence et la volonté politique». Représenté à l'Assemblée des représentants du peuple (ARP, parlement) par 38 députés, Qalb Tounes a affirmé qu'il n'avait «aucune réserve initiale ou personnelle» contre le choix de Fakhfakh pour former le gouvernement. Le parti a appelé Fakhfakh à «consulter toutes les forces vives et les partis sur la forme du gouvernement, et à mettre en place le programme approprié pour assurer un appui politique et parlementaire pour surmonter les défis et atteindre les objectifs souhaités», afin que la Tunisie sorte de sa profonde crise économique et sociale. Pour sa part, le porte-parole

d'Ennahdha (54 sièges), Imed Khemiri, a précisé que le parti «ne rejetait pas» la désignation de M. Fakhfakh qui «n'a pas été le candidat du Mouvement». Dans le même contexte, le secrétaire général du mouvement Echaab, Zouheir Maghzaoui, a rappelé que son parti a été le premier à s'être prononcé en faveur d'un «gouvernement du président». Le dirigeant du Courant démocrate, Ghazi Chaouachi, s'est félicité, quant à lui, du choix de Fakhfakh, un des candidats «proposés» par son parti, a-t-il rappelé, soulignant que la mission de ce dernier «sera certes difficile mais pas impossible». Il a appelé les diffé-

rents acteurs à faire preuve d'humilité et à contribuer positivement à la formation du gouvernement dans les plus proches délais. Se disant «favorable à un gouvernement réduit», Selim Azzabi, secrétaire général de «Tahya Tounes», a estimé pour sa part que le Chef du gouvernement désigné pourrait assurer les conditions de réussite «s'il démissionne de son parti». Le député du bloc de «la Réforme Nationale», Hatem Mensi, a qualifié la désignation de Fakhfakh comme «un signe positif», surtout après avoir annoncé son intention de former un gouvernement de «compétence restreint». **Meriem Benchaouia**

Enseignants du primaire

Le mouvement de grève faiblit à vue d'œil

Malgré les appels lancés par la Coordination, la reprise de la grève cyclique de trois jours des enseignants du primaire a été « faiblement » suivie cette semaine. La majorité des établissements primaires du pays ont eu cours, chose qui laisse penser que peut-être le mouvement arrive à sa fin.

Par Thinhinene Khouchi

Durant ces trois derniers jours « lundi, mardi et mercredi » la majorité des élèves du primaire du pays ont eu « normalement » cours. En effet, malgré les appels à la reprise de la grève de trois jours, à savoir les journées de lundi, mardi et mercredi, lancés par la Coordination des enseignants du primaire depuis le début du deuxième trimestre, les enseignants n'ont pas suivi les instructions des membres de leur Coordination. En effet, lors du premier jour de grève, plusieurs établissements du primaire ont fonctionné normalement et le suivi était faible au niveau des écoles ayant enregistré une perturbation durant le premier trimestre et le sit-in devant l'annexe du ministère de l'Éducation nationale du Ruisseau a même été reporté au second jour, à savoir le mardi. Lors de cette deuxième journée, le taux de suivi de la grève n'a pas augmenté, il a même baissé car la majorité des élèves du primaire ont eu normalement cours. Même cas pour la journée d'hier. Certains membres de la Coordination qui ont pris note de ce recul expliquent que « certains enseignants ont peur de subir ce trimestre encore des ponctions sur salaires et des

dépassements au niveau de leurs établissements ». Ajoutant que « presque la majorité des grévistes n'ont pas touché leur prime de rendement et ne sont pas prêts à subir encore de tels dépassements ». Malgré cette « démotivation par rapport à la grève », la Coordination continue d'exiger une rencontre avec le premier responsable du secteur de l'Éducation et refuse que ce dernier lance un dialogue avec les syndicats sur les préoccupations des enseignants du primaire. De son côté, depuis sa nomination, le ministre de l'Éducation nationale n'a pas réagi à ce mouvement, et les dates de ses rencontres avec les syndicats

autonomes ne sont pas encore fixées. Le ministère de l'Éducation estime, visiblement, avoir déjà fait son travail en donnant, début décembre dernier, ses réponses aux revendications des protestataires. Ce département a en effet pris certaines mesures au profit des enseignants du primaire. Des mesures dont l'application a été entamée sur le terrain. Enfin, rappelons que les revendications des enseignants du primaire s'articulent autour de « la révision des programmes pédagogiques, des calendriers des vacances et de la rentrée scolaire pour les régions du Sud du pays », « la modification du statut particulier », de sorte à reclas-

ser les enseignants du secondaire, du moyen et du primaire, au même grade de base et « la diminution du volume horaire ». Ils plaident aussi pour « l'application immédiate du décret présidentiel n°266/14 avec effet rétroactif depuis sa parution, en 2014 », « le recrutement de superviseurs, afin d'assurer l'encadrement des élèves dans la cour et les cantines pour permettre aux enseignants de se consacrer à leurs tâches pédagogiques » et, enfin, « la création de nouveaux grades d'enseignant pour les matières scientifiques, littéraires et d'éducation physique (sport) ».

T. K.

Pétrole

Le panier de l'Opep recule à 65,26 dollars

Le prix du panier de quatorze pétroles bruts (ORB), qui sert de référence à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) s'est établi mardi à 65,26 dollars, selon les données de l'Organisation publiées mercredi sur son site web. L'ORB avait entamé la semaine en cours à 66,11 dollars, a précisé la même source. Introduit en 2005, le panier de référence de pétrole brut de l'Opep comprend actuellement le Sahara Blend (Algérie), Girassol (Angola), Dien (Congo), Oriente (Equateur), Zafiro (Guinée équatoriale), Rabi light (Gabon), Iran Heavy (Iran), Basra Light (Irak),

Kuwait Export (Koweït), Es-Sider (Libye), Bonny Light (Nigeria), Arab Light (Arabie saoudite), Murban (Emirats arabes unis) et Mery (Venezuela). Hier, les prix de l'or noir étaient en baisse en cours d'échanges européens. Dans la matinée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mars valait 64,12 dollars à Londres, en baisse de 0,73 % par rapport à la clôture de mardi. A New York, le baril américain de WTI pour mars, dont c'est le premier jour de cotation comme contrat de référence, perdait 0,82 % à 57,90 dollars. La veille, le WTI et le Brent ont respectivement perdu

0,3 % et 0,9 %. Deux réunions importantes de l'Opep sont attendues pour le début de mois de mars prochain à Vienne. Il s'agit en premier de la 18 e réunion du Comité ministériel de suivi de l'accord Opep-Non opep (JMMC). Ce Comité est composé de sept pays membres de l'Opep (Algérie, Arabie saoudite, Emirats arabes unis, Irak, Koweït, Nigeria et Venezuela) et de deux pays non membres de l'Opep (Russie et Kazakhstan). La seconde est la réunion ministérielle de l'Opep+. Elle est prévue pour le 6 mars. Ces réunions interviendront quelques jours avant

l'achèvement de l'accord de limitation de production. La réduction globale de la production de l'Opep+ a été portée à 1,7 million de barils/jour. Cet ajustement est entré en vigueur le début de mois en cours. A noter que la production des pays de l'organisation a été de 29,860 Mb/j en 2019, contre 31,860 Mb/j en 2018, selon des sources secondaires citées dans le dernier rapport mensuel de l'Opep. Sur le mois de décembre seul, l'Opep a produit 29,444 Mb, en baisse de 161 000 barils/jour comparativement à novembre.

M. L.

Asphyxie

Dix personnes asphyxiées par des gaz brûlés dans une douche à Alger

Dix personnes ont été asphyxiées par des gaz brûlés au niveau d'une douche dans la commune d'Alger-Centre suite à une panne de la chaudière, a-t-on appris auprès des services de la Protection civile d'Alger. L'incident est survenu à 11h10mn au niveau d'une douche sise au 11 rue des frères

Boulahdour, près de la rue Khelifa Boukhalfa (commune d'Alger-Centre), où dix personnes (6 femmes et 4 hommes) ont été asphyxiées par les gaz brûlés dégagés par la chaudière, a précisé le chargé de l'information auprès de ces services, le lieutenant Khaled Benkhalfallah. Les unités de la Protection civile

se sont rendues sur les lieux pour secourir les blessés, âgés entre 20 et 67 ans, dont deux femmes qui ont reçu les premiers soins sur place. Les autres personnes ont été évacuées à l'hôpital Mustapha Pacha pour recevoir les soins nécessaires, certains ayant souffert de difficultés respiratoires et

d'autres ayant perdu connaissance, selon la même source. En attendant de déterminer les circonstances de cet incident, le responsable a avancé « l'éventualité d'une fuite de gaz brûlés de la chaudière de cette douche ». Quatre camions anti-incendie et quatre ambulances ont été mobilisés à cet effet. **M.**

LA QUESTION DU JOUR

La grève par procuration

Suite de la page une

Pour une majorité de Français, le pouvoir actuel n'a pas la légitimité nécessaire pour abattre un fondement du pacte social français, son chef n'ayant pas été élu pour son programme, mais pour s'être trouvé au deuxième tour de la présidentielle de 2017 face à la représentante de l'extrême droite. N'importe qui à sa place serait devenu président de la République. Ses véritables électeurs, ce sont ceux qui avaient voté pour lui au premier tour, c'est-à-dire 24% des voix exprimées. A ce compte, pensent une majorité de Français, il n'a pas le droit de toucher au système des retraites, à la limite quels que soient ses défauts ou ses injustices. Le fait qu'en plus d'avoir été élu comme président, il s'est vu accorder dans la foulée une majorité de députés pour gouverner, ne change rien aux yeux d'une majorité de Français, cette même majorité qui se reconnaît dans les grévistes SNCF et RATP, en dépit des désagréments subis et pendant si longtemps. Les travailleurs du transport public ont mené une grève par procuration, une grève pour tous, étant les seuls par les temps qui courent à pouvoir le faire, un aspect auquel le gouvernement ne prête pas attention, ou pas suffisamment. Si en l'espèce sa victoire n'avait été remportée que sur les cheminots et les agents RATP, donc sur une minorité de travailleurs, sa victoire n'aurait rien eu d'inquiétant. Il aurait été en droit de la fêter, encore que la chose eût été de mauvais goût. Or c'est sur une majorité de Français qu'elle l'a été. De là le conseil qui lui est donné, venant de différents côtés du spectre politique, d'agir comme s'il avait perdu la partie, c'est-à-dire d'abandonner le projet de réforme controversé. Un peu comme si on disait à Macron de choisir entre sa réforme des retraites et sa réélection. Qu'il ne peut tout avoir, et les réformes les plus impopulaires et un deuxième mandat. Que tout se paye en définitive, la défaite comme la victoire. **M. H.**

Rencontre

Stabilité sociale et savoir-faire, «indispensables» pour la promotion du tourisme

La stabilité sociale, le savoir-faire et la compétence humaine sont indispensables pour la promotion du tourisme en Algérie, car il est temps de valoriser et d'exploiter sérieusement les diverses potentialités dont jouit ce secteur prometteur, ont souligné hier Bouira, des participants à un colloque national organisé par l'université Akli-Mohand-Oulhadj.

Par Safa B.

Lors de cette rencontre, qui se poursuivra jusqu'à aujourd'hui, des experts et des chercheurs, venus de plusieurs universités du pays, ont mis l'accent sur la nécessité d'identifier les richesses touristiques que renferme le pays afin de pouvoir lancer un projet de véritable valorisation avec un objectif purement financier et économique afin de diversifier l'économie nationale et sortir de la rente pétrolière. «Identifier et valoriser les potentialités touristiques nécessitent une stabilité sociale et des compétences humaines capables d'établir une véritable politique pour promouvoir davantage ce secteur», a estimé, dans son intervention, l'ancien ministre Semmari Abdelkader, présent au colloque. Il a estimé que l'objectif de cette politique doit être financier et économique afin de booster le secteur. Et d'ajouter : «L'Algérie dispose d'importantes et diverses potentialités touristiques non exploitées, dont notamment le tourisme religieux, le tourisme maritime, le tourisme de désert, et celui de montagne aussi. Toutes ces richesses nécessitent une prise en charge réelle et efficace pour qu'elles puissent être rentables et bénéfiques pour l'économie nationale». M. Semmari a appelé les pouvoirs

publics à mettre en place un système cohérent à long terme en commençant par la famille et l'école afin d'inculquer au citoyen la culture du tourisme, et pour pouvoir instaurer une politique générale rentable pour tout le secteur. Selon lui, ce genre de colloques et séminaires «doivent former une pression sur les pouvoirs publics afin qu'ils prennent en charge ce secteur en souffrance». Venu notamment des universités de Biskra, Skikda, Alger, Boumerdès et Mostaganem, les intervenants étaient unanimes à souligner l'importance économique du patrimoine touristique algérien, appelant les hautes autorités du pays à mettre en place des mécanismes pouvant redynamiser le secteur et ce, à travers l'implication des différentes instances et des autres secteurs afin que le tourisme soit un élément

complet et cohérent dans l'économie nationale. Les participants ont mis également l'accent sur l'impératif d'améliorer les infrastructures et des conditions générales de vie afin de pouvoir développer et rendre attractif le

tourisme dans le pays

«Chaque élément de ce secteur doit être développé de façon attractive. Chaque région a ses spécificités touristiques et cela est un véritable atout pour l'Algérie, mais nous devons amé-

liorer les choses», a expliqué Chaâbi Meriem, venue du centre universitaire d'El Bayadh.

S. B./APS

Agriculture

Signature d'une convention pour le développement de la filière oléicole

Une convention de coopération a été signée à Sétif entre la Caisse régionale de mutualité agricole (CRMA) et le Conseil interprofessionnel de la filière oléicole à l'effet de déve-

lopper la filière, a indiqué mardi le directeur de la CRMA. «La convention permet à 100 oléiculteurs et producteurs d'huile d'olive de la région de bénéficier d'avantages, notamment en

matière d'indemnisation des pertes liées aux intempéries et incendies jusqu'à 60 %», a indiqué à l'APS Djamel Kebaili. En vertu de cet accord, les producteurs sinistrés peuvent obtenir

leurs indemnisations dans des délais n'excédant pas les 72 heures immédiatement après les constatations des experts et spécialistes, selon la même source. Les producteurs et extracteurs d'huile d'olive bénéficient, au titre de la convention, d'un accompagnement technique ainsi qu'un suivi et une orientation en vue d'en élargir leurs vergers, notamment dans les localités du sud de la wilaya, est-il indiqué. L'oléiculture enregistre «un développement prometteur» dans la partie nord de la wilaya, a relevé le directeur de la CRMA. La production d'olives de la wilaya de Sétif devra atteindre, au terme de la dernière saison, 330 000 quintaux d'olive obtenus sur 27 000 hectares concentrés dans le nord de la wilaya, dont Tella Ifassène, Aït Nawal Mezada, Guenzet et Bougaa, selon les données de la Direction des services agricoles (DSA) qui prévoit un développement constant de l'olivier de la wilaya dans les années à venir.

K. L.

L. B.

Commerce

Lancement de grandes surfaces commerciales en 2020

Le ministre du Commerce, Kamel Rezig a annoncé, mardi à partir de Blida, le lancement de grandes surfaces commerciales durant cette année 2020, en vue de la régulation des prix de différents produits nationaux notamment. «Cette année 2020 verra le lancement de grandes surfaces commerciales dédiées à la promotion du produit local et la régulation de ses prix», a indiqué Kamel Rezig, à l'ouverture d'une journée d'étude sur la loi de finances 2020, signalant que le «succès de ce projet sera du ressort des entreprises privées, qui à leur

tour seront accompagnées par l'Etat». Au titre des efforts consentis pour la protection du consommateur algérien, le ministre a affirmé, par là même, «qu'aucun produit national ou d'importation ne sera mis sur le marché, sans une autorisation de l'un des 43 laboratoires de contrôle repartis à l'échelle nationale, dont 28 actuellement opérationnels et le reste en réalisation». «La mesure est inscrite au titre de la moralisation de l'activité commerciale», a-t-il soutenu. S'agissant du sujet de cette journée d'étude, organisée par la Chambre locale de commerce et

d'industrie, Kamel Rezig a assuré que la loi de finances 2020, «qui a été élaborée dans des conditions difficiles, porte en elle de nombreux points positifs. Elle pourrait apporter des résultats prodigieux, dans le cas de son application idoine». Le ministre a cité parmi les points positifs de cette loi de finances «la préservation du caractère social de l'Etat algérien, et l'annulation de la règle 51/49, exception faite de certains secteurs stratégiques, outre la décision pour la première fois, d'incitations au profit des start-up».

Depuis décembre dernier
Plus de 7 500 bovins vaccinés contre la fièvre aphteuse

QUELQUE 7 570 têtes bovines ont été vaccinées contre la fièvre aphteuse dans la wilaya de Saïda depuis décembre dernier, a-t-on appris hier de l'inspection vétérinaire locale. Cette opération, devant se poursuivre jusqu'à la fin du mois de février prochain, a vu la mobilisation de 26 vétérinaires qui disposent d'une quantité de 11 550 doses de vaccin destinées à ce cheptel pour le prémunir contre cette maladie. L'opération de vaccination, dont ont bénéficié 678 éleveurs de bovins et supervisée par l'inspection vétérinaire de wilaya, cible la vaccination de 12 500 têtes de vaches contre la fièvre aphteuse. Elle cible notamment les vaches laitières, a-t-on indiqué. La wilaya de Saïda compte un cheptel de 13 000 têtes bovines, selon les données de l'inspection vétérinaire, rappelle-t-on.

Y. N.

Conférence des Juridictions constitutionnelles africaines

Kamel Feniche en visite jeudi et vendredi en Angola

Le président du Conseil constitutionnel, Kamel Feniche, accompagné d'un membre de cette institution, effectue une visite officielle à Luanda, en République d'Angola, pour prendre part à la 12^e session du Bureau exécutif de la Conférence des Juridictions constitutionnelles africaines (CJCA), prévue les 23 et 24 janvier courant, indique hier un communiqué du Conseil consti-

tutionnel. «Cette session aura à examiner plusieurs points inscrits à l'ordre du jour, notamment les propositions d'amendement des statuts de la CJCA, initiée par l'Algérie. Celles-ci portent essentiellement sur la création d'une commission consultative, en tant qu'organe de la CJCA chargé d'émettre des avis consultatifs sur des questions constitutionnelles et/ou législatives à la demande des Etats ou de la

CJCA à des missions d'observation électorale de l'Union africaine de l'intérieur et en dehors de l'Afrique», précise la même source. «En plus de ces deux propositions, le Bureau aura à examiner la nature de la relation entre la CJCA et l'Union africaine», est-il ajouté. Durant cette visite, le président du Conseil constitutionnel aura également des entretiens avec ses homologues présents à Luanda. A titre de rap-

pel, «la CJCA a été créée en 2001 par décision de l'Union africaine, sur proposition de l'Algérie qui abrite son siège et qui est ainsi membre de droit du Bureau exécutif de la Conférence. Elle regroupe actuellement 45 juridictions constitutionnelles africaines membres ainsi que 3 autres observateurs non africains», conclut le communiqué.

H. K.

Filière agrumicole

L'entretien des vergers et l'irrigation pour améliorer la production d'agrumes

Les participants à une journée technique sur le développement de la filière agrumicole, organisée mardi à l'Institut de technologie, moyen agricole spécialisé (ITMAS) de Tizi-Ouzou, ont insisté sur l'importance de l'entretien des vergers pour augmenter la production d'agrumes.

Par Salem K.

Lors de cette rencontre organisée par la Direction locale des services agricoles (DSA) en collaboration avec la Chambre d'agriculture, les participants à la rencontre (des universitaires et cadres du secteur) ont notamment recommandé le respect de l'itinéraire technique, le recours à une fertilisation raisonnée et d'une irrigation permanente et de qualité à assurer même en hiver en cas de besoin. Nombre de recommandations ont été émises à la fin de cette journée portant, notamment, sur l'amélioration de la pollinisation par l'installation d'un rucher près des vergers, sur la plantation d'au moins un bigaradier, la taille des arbres permettant leur fructification et leur croissance, l'amélioration de la qualité grâce à un bon ensoleillement des fruits et sur le respect du calendrier de récolte pour garantir la production de la saison suivante. Il a aussi été recommandé aux investisseurs désirant se lancer dans la culture d'agrumes d'effectuer une analyse du sol, d'adapter la variété au site choisi, de choisir des plants certifiés afin d'éviter tout risque

de maladies, éviter de recourir systématiquement aux traitements chimiques et de garantir un bon rendement. Les agrumiculteurs ont été aussi invités à s'organiser en association ou coopératives. Le DSA, Laib Makhlouf, a observé que dans la

wilaya de Tizi-Ouzou des pics de rendement allant jusqu'à 700 qx à l'hectare sont enregistrés dans certains vergers. «L'expérience des agriculteurs qui réalisent ces pics sera partagée afin de généraliser les taux de rendement à tous les vergers d'agrumes de la

wilaya», a-t-il dit. La DSA compte élargir, a-t-il annoncé, le verger agrumicole de Tizi-Ouzou à d'autres localités qui se prêtent à cette culture en raison de la disponibilité de l'eau (irrigation pluviale et fluviale). Il s'agit notamment de celles de la vallée de

l'oued Sébaou telles que Fréha et Tizi Gheniff, a-t-il précisé. Le directeur de l'ITMAS, M. Fillali, a rappelé le rôle de l'ITMAS dans le développement des filières agricoles et du secteur agricole, en assurant une formation continue aux agriculteurs et aux porteurs de projets et un accompagnement aux agriculteurs pour leur permettre de maîtriser les bonnes pratiques pour la conduite d'un verger ou d'un élevage.

S. K./APS

Exportation

Les agrumes d'Algérie pénètrent le marché européen

Les agrumes d'Algérie ont pénétré le marché européen à partir de cette saison agrumicole, a annoncé, mardi à Tizi-Ouzou, le président du Conseil interprofessionnel de la filière agrumes (CNIF/agrumes), Mohamed Nadji, précisant que depuis fin 2019 il a été exporté vers la France environ 90 tonnes de ces produits. «L'Algérie a exporté depuis fin 2019 vers la France, environ 90 tonnes d'agrumes, notamment des variétés précoces qui sont récoltées actuellement telles que la Thompson, la Washington et la Clémentine», a indiqué M. Nadji lors d'une journée technique sur le développement de la filière agrumicole dans la wilaya de Tizi-Ouzou, organisée à l'Institut de technologie, moyen agricole spécialisé (ITMAS) de Boukhalfa, par la Direction locale des services agricoles. Mohamed Nadji a souligné avoir été contacté par un autre exportateur qui prévoit d'exporter

une autre quantité d'agrumes vers l'Europe. «Nous l'avons orienté vers le laboratoire d'analyse des produits agricoles de la wilaya de Boumerdès, qui est conventionné avec l'Union européenne, afin de faire analyser des échantillons des fruits dans le but de leur certification en vue de pouvoir les placer sur le marché international», a-t-il précisé. Les agrumes d'Algérie étaient exportés notamment vers les pays du Golfe dont le Qatar, Emirats arabes unis et Oman, mais n'étaient pas présents sur le marché européen. «Pourtant, l'Algérie est connue par la qualité et la variété de ses agrumes», a observé M. Nadji qui a espéré que cette démarche soit maintenue et que la quantité de fruits qui sera vendue cette année sur le marché international soit multipliée à partir de la prochaine saison agrumicole. Lors de cette rencontre, le président du Conseil interprofessionnel de la

filière a informé les agrumiculteurs présents que le CNIF agrumes a entamé récemment des démarches auprès du ministère de l'Agriculture et du Développement rural pour la création d'un organisme financier qui sera exclusivement réservé à l'investissement dans le secteur agricole. Selon lui, «environ 90 % des financements accordés par la Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR) ne concernent pas des projets du secteur de l'Agriculture». Aussi, le CNIF a-t-il proposé de réserver cette banque exclusivement à l'agriculture ou de créer un autre organisme qui sera dédié à l'investissement dans ce secteur, a-t-il ajouté, informant qu'une rencontre avec les représentants du CNIF agrumes sur ce sujet et d'autres soucis financiers (impôts, accès aux crédits) aura lieu prochainement au ministère des Finances. **Hamid H.**

France Léger repli en janvier du climat des affaires

LE CLIMAT des affaires en France a très légèrement baissé en janvier par rapport au mois précédent, mais dans le contexte des grèves il est en fort repli dans le commerce de détail, a indiqué, hier, l'Insee. Cet indicateur synthétique, calculé à partir des réponses des chefs d'entreprise des principaux secteurs d'activité marchande, se situe à 104 points, soit au-dessus de sa moyenne de longue période qui est de 100, précise l'Institut national de la statistique dans un communiqué. Alors qu'en décembre les grèves n'avaient pas affecté le climat des affaires, des effets semblent cette fois se faire sentir dans le commerce de détail, où l'indicateur perd 4 points. Il est en revanche resté stable dans les services, tandis que le bâtiment a gagné deux points. Dans tous les secteurs, l'indicateur reste au-dessus de sa moyenne de longue période, précise l'Insee. **L. B.**

Banque mondiale

100 millions de dollars pour financer la diversification économique au Tchad

Le Tchad bénéficiera d'un financement de 100 millions de dollars de la Banque mondiale (BM) pour financer la diversification économique, ont rapporté des médias. Ce financement vise également à accompagner les efforts déployés par les autorités du pays pour promouvoir la résilience économique et renforcer la protection sociale des populations vulnérables. Il appuiera le renforcement de la maîtrise des risques budgétaires, la transparence et la gestion des ressources

pétrolières. Les nouveaux fonds s'inscrivent dans le cadre d'une série de programmes consistant en l'implémentation de deux opérations de politique de développement. Le nouveau financement fait suite à une première opération mise en œuvre en 2018 qui avait permis de lancer «un programme d'actions essentiel pour une croissance inclusive et une réduction sensible de la pauvreté». «Des réformes transformationnelles ont été menées dans le cadre de ce programme. Cela s'est

déjà traduit notamment par la mise en place d'un mécanisme de lissage dans l'utilisation des revenus pétroliers permettant une gestion budgétaire contracyclique, et une réduction des coûts de 87 % des tarifs de connectivité internationale», a, à cet effet, indiqué François Nankobogo, représentant résident de la BM au Tchad. Notons que les nouveaux fonds seront décaissés sous la forme d'un don de l'Association internationale de développement (IDA). **Ammar G.**

Boumerdès

Plus de 2 000 dossiers d'investissement en attente d'une assiette d'implantation

■ Plus de 2.000 dossiers d'investissement, sont actuellement en attente d'un agrément pour bénéficier d'une assiette d'implantation au niveau de la wilaya de Boumerdès, a-t-on appris, mardi, auprès du directeur local de l'industrie et des mines.

Par Salah Y.

"Nous ouvrons à l'examen de ces demandes pour les prendre en charge progressivement, selon l'importance de chaque projet, au vu du déficit accusé en foncier industriel", a indiqué à l'APS

Nadjib Achouri.

Il a cité parmi les procédures entreprises pour faire face aux besoins croissants exprimés sur le foncier d'investissement à Boumerdès, "le lancement d'une opération globale pour l'assainissement du foncier industriel affecté aux investisseurs."

A cela s'ajoute, a-t-il dit, la

création de cinq nouvelles zones d'activités, sur une superficie globale de 240 ha, destinées à l'implantation de différentes activités économiques et industrielles, selon une stratégie visant "la valorisation de spécificités propres à chaque région de la wilaya", a souligné M. Achouri.

Sur ces cinq zones prévues à

la création, il a été signalé l'introduction, auprès des parties concernées, d'une proposition pour le reclassement d'un foncier de 25 ha, afin de créer une zone d'activité au niveau de la commune de Kherrouba, destinée à abriter des projets innovants portés par les jeunes.

Le responsable a, aussi, fait part de la création en cours de deux autres zones à Dellys et Cap Djinet (à l'Est), respectivement sur des assiettes de 60 et 40 ha. Le décret de leur création a été officiellement promulgué et leurs études d'aménagement ont été lancées, selon les responsables du secteur.

Parallèlement, d'autres dossiers ont été introduits pour reclasser une assiette de 40 ha à Boudouaou (au Nord) et une autre de 60 ha à Zemmouri, à l'Est, afin de créer des zones d'activités.

Au titre des efforts consentis pour la facilitation de l'étude des demandes d'investissement et leur concrétisation, M. Achouri a fait part de la création d'un guichet unique englobant différentes parties concernées.

Une commission de wilaya,

présidée par le secrétaire général de la wilaya et englobant différents secteurs et organismes concernés par le dossier de l'investissement a été, également, installée pour assurer le suivi de la situation des projets ayant obtenu un accord de principe, ou ceux en cours d'étude ou de réalisation, est-il, par ailleurs signalé.

Relizane Hausse de la production de gaz butane à plus de 10.000 bouteilles par jour

LE CENTRE enfûteur de gaz butane de la wilaya de Relizane a augmenté sa production à 10.500 bouteilles par jour, a-t-on appris mardi auprès de la direction de ce centre.

La même source a indiqué que ce centre a augmenté sa production passant de 5.000 à 10.500 bouteilles par jour, soulignant que cette opération répond à la hausse de la demande de la part des citoyens de la wilaya en raison de la vague de froid sévissant dans cette région.

La direction du centre enfûteur a affirmé, en outre, qu'aucun manque de ce produit énergétique n'a été enregistré, notamment dans les zones qui connaissent un froid rude, précisant que la quantité produite suffit actuellement pour satisfaire les besoins de la population et que la distribution se déroule dans de bonnes conditions, alors qu'une hausse de la demande est attendue.

Les quantités de bonbonnes de gaz butane sont commercialisées à partir du magasin de stockage et de distribution sis à Oued Rhiou, qui vend quotidiennement quelque 3.900 bouteilles, alors que la quantité restante est distribuée au niveau du centre enfûteur de gaz butane de Relizane.

Il est à signaler que la direction de l'énergie et des mines, en coordination avec le centre enfûteur de gaz butane de la wilaya et les services communaux de Beni Zentis, Had Chekala, Ramka, El Hassi, Souk El-Had, Ouled Yaïche et Ouldja ont pris les dispositions nécessaires pour garantir l'approvisionnement des habitants durant la période hivernale, évitant ainsi toute pénurie, et ce en ajoutant 200 bonbonnes supplémentaires au niveau de chaque centre de stockage dans les communes en question, afin de garantir une continuité dans l'approvisionnement.

R R

Laghouat

Le projet de la Mosquée Pôle réceptionné au second semestre 2020

Le projet de la Mosquée Pôle de Laghouat devra être réceptionné dans le courant du second semestre de l'année courante, a-t-on appris mercredi auprès de la direction locale de l'Urbanisme et de la Construction.

Cet édifice religieux, l'une des 15 Mosquées Pôles (relevant de la Grande Mosquée d'Alger) projetées à travers le pays et dont le chantier est le plus avancé en termes de taux de réalisation, avait été accor-

dé à la wilaya en 2011 pour un coût de 973 millions DA, a-t-on signalé.

Couvrant une superficie de cinq (5) hectares, la mosquée en question, d'une capacité d'accueil de plus de 12.000 fidèles, disposera d'une salle principale de prière, de salles de cours, d'une bibliothèque, d'une salle de conférence de 200 places, en plus de quatre logements de fonction, outre les espaces extérieurs (parking et espaces

verts), a précisé la source.

Sont également prévus au niveau de cette mosquée située sur un site stratégique en proximité de la RN-1 et de l'Université Amar Thelidji, des biens commerciaux Wakfs qui lui généreront des recettes, a fait savoir, de son côté, le directeur de wilaya des Affaires religieuses et des Wakfs, Abdelkader Bakhou.

Hania T.

Stade de 40.000 places d'Oran

Utilisation pour la première fois en Afrique d'un système d'entretien moderne de la pelouse

La pelouse du nouveau stade de 40.000 places, en cours de réalisation à Oran, est dotée d'un système d'arrosage utilisé pour la première fois dans les enceintes de football en Afrique, a indiqué mercredi à l'APS le responsable de l'entreprise chargée de la réalisation de cette pelouse hybride.

Il s'agit d'un système d'arrosage assisté par ordinateur dont le programmeur est accordé à la station de météo de l'aéroport international d'Oran par wifi, a expliqué Farid Boussaad, responsable de "Végétal Design".

Cette méthode permet un meilleur retour d'informations de la station centrale de météo et aide ainsi à une programmation automatique de l'arrosage de la

pelouse de manière à la rendre plus efficace en tenant compte des données météorologiques obtenues, a précisé le même interlocuteur, qui se réjouit du fait que cette technologie de haute responsabilité soit enfin utilisée dans les stades algériens.

Les travaux ayant trait à la réalisation de la pelouse du stade d'Oran, le plus grand ouvrage du complexe olympique en cours de réalisation dans la commune de Bir El Djir en prévision des jeux méditerranéens de 2021, ont été entamés depuis près de deux mois. Ils devront prendre fin en avril prochain, a rassuré la même source.

"Nous allons commencer l'opération de la semence de l'herbe en début février. Certes,

ce n'est pas la meilleure période pour effectuer une telle opération, mais nous n'avons pas le choix vu le retard accusé dans la réalisation de ce lot pour des raisons qui nous dépassent, nous en tant qu'entreprise", a-t-il déclaré. Il a assuré que "tout sera fin prêt pour, au plus tard, la fin d'avril prochain. Le fait qu'il n'y ait pas beaucoup de gel à Oran nous aide à achever les travaux en question dans les délais fixés".

L'entreprise "végétal Design" est également chargée de la pose de la piste d'athlétisme du même stade, une piste de dix couloirs que le même responsable a promis qu'elle sera "de haute facture et qui n'aura rien à envier aux pistes des grands

stades européens".

L'entreprise a été également chargée de la réalisation des pelouses des deux stades en cours de travaux aussi à Baraki (Alger) et Tizi Ouzou, rappelle-t-on.

Le complexe sportif d'Oran est composé, outre du stade de football, d'un stade d'athlétisme, d'une salle omnisports et d'un centre nautique de trois piscines. Il sera réceptionné en juin prochain, selon les engagements de l'entreprise chinoise (MCC) chargée de sa construction.

La ville d'Oran accueillera la 19e édition des jeux méditerranéens du 26 juin au 5 juillet 2021, rappelle-t-on.

Y N

Maroc

Des associations des droits humains préoccupées par la détérioration de la liberté d'expression

■ Des associations pour la protection des droits humains, au Maroc, ont exprimé mardi leur «préoccupation» et «indignation» quant à la détérioration de la liberté d'expression et du traitement réservé à l'ensemble des détenus et prisonniers d'opinion dans le pays, appelant leur libération «immédiate».

Par Oleya H.

Dans un communiqué publié sur leur site, le réseau EuroMed Droits et ses membres marocains: l'Association «Adala» pour le droit à un procès équi-

table, l'Association marocaine des droits humains (AMDH), l'Association démocratique des femmes du Maroc (ADFM), l'Espace associatif et Article19, ont exprimé leur «inquiétude suite à la multiplication des procès d'opinion» au Maroc et au «rétrécissement préoccupant du champ de la liberté d'expression».

«En tant qu'associations représentatives de la société civile qui luttent pour la promotion et la protection des droits humains, nous sommes préoccupées par la détérioration de la liberté d'ex-

pression et indignées du traitement réservé à l'ensemble des détenus et prisonniers d'opinion au Maroc», ont déploré les organisations.

A cet égard, les membres du réseau EuroMed Droits, ont appelé, dans leur communiqué, le gouvernement à la «libération immédiate» des détenus et à «mettre en œuvre les engagements internationaux ratifiés», exprimant leur «soutien inconditionnel aux prisonniers d'opinion».

«Nous appelons à la libération immédiate de tous les prison-

niers d'opinion et invitons le Maroc à mettre en œuvre les engagements internationaux ratifiés ainsi que les acquis de la Constitution de 2011 qui garantissent les libertés fondamentales (...) Nous exprimons notre soutien inconditionnel à l'ensemble des détenus d'opinion», ont-ils souligné.

Les organisations ont, en outre, averti que «la liberté d'expression au Maroc est désormais menacée dans tous les espaces, y compris les réseaux sociaux», rappelant que ces derniers mois, «les mesures liberticides se sont

multipliées dans le pays». «Des militants associatifs, des journalistes mais aussi des lycéens, des étudiants, des blogueurs/blogueuses, des caricaturistes, des artistes, des supporters sportifs et de simples citoyens sont désormais arrêtés pour leurs propos ou sous d'autres motifs», ont-elles regretté, citant pour exemple parmi les affaires emblématiques, le cas du journaliste et militant des droits humains de 33 ans Omar Radi, incarcéré le 25 décembre dernier pour «outrage à magistrat», et mis en liberté provisoire à la suite d'un tweet critique d'un verdict au mois d'avril dernier contre des membres du mouvement populaire au Maroc Hirak.

«Cette incarcération est révélatrice de l'évolution générale de la liberté d'expression au Maroc», ont observé les associations, ajoutant que «ces décisions de justice d'ordre politique musèlent les revendications de la société civile, de la population ainsi que la liberté d'expression au Maroc. Les journalistes étrangers présents au Maroc font aussi face à des difficultés croissantes pour exercer leur métier».

Enfin, dans ce communiqué, le réseau EuroMed Droits et ses membres ont demandé «l'arrêt du recours systématique à la détention préventive, la garantie du droit à un procès équitable, le respect de la liberté d'expression y compris artistique et de la liberté de la presse en particulier», ainsi que «la réforme du code pénal et la fin des mesures liberticides dont sont victimes les citoyens marocains», réaffirmant que «la liberté d'expression est un droit fondamental».

Dernièrement, l'ONG Human Rights Watch (HRW) a rendu public son rapport annuel pour 2019 sur la situation des droits de l'Homme au Maroc, qui a noté des atteintes à la liberté d'expression et des violations en matière de respect des droits de l'Homme, se montrant critique vis-à-vis des «lois répressives» qui continuent d'être appliquées sans tenir compte de la valeur des «libertés individuelles». L'ONG de défense des droits de l'Homme a également dénoncé l'«arrestation et l'incarcération de plusieurs militants des droits de

Cnasp

Un tournoi de futsal dans la ville de Laâyoune est une «pure décision politique»

La décision marocaine d'organiser la CAN de futsal dans la ville sahraouie de Laâyoune occupée est une «pure décision politique et non un événement sportif», a déclaré mardi le président du Comité national algérien de solidarité avec le peuple sahraoui (Cnasp), Said Laâyachi.

«Ce complot a été préparé depuis longtemps par l'actuel président de la fédération royale marocaine de football, qui a usé de l'argent sal ainsi que de tous les moyens pour écarter le représentant de l'Algérie auprès de la CAF», a ajouté M. Laâyachi, signalant également que l'assistant du président de la CAF est marocain.

Selon le président du Cnasp, «il n'y a aucune loi qui permet l'organisation d'une compétition sportive dans un territoire occupé. Cela est contraire aux valeurs et aux idéaux du sport», a-t-il insisté.

Il a également expliqué que «le but recherché par le Maroc à travers l'organisation de cette compétition est la banalisation de l'occupation du Sahara occidental».

«Le Maroc vise aussi à travers cette tentative de tromper l'opinion internationale quant à ses tentatives de légitimer l'occupation et faire à une souveraineté prétendue sur le territoire sahraoui», a-t-il ajouté.

Pour le président du Cnasp, le Maroc est en train d'agir au

Sahara occidental exactement comme le fait l'occupation israélienne en Cisjordanie et en Palestine.

«Toutes les manœuvres de l'occupation israélienne au Sahara occidental ont leurs paires en Cisjordanie», a-t-il affirmé.

«L'organisation d'un tournoi de football dans la ville de Laâyoune n'est pas la première action du genre de la part du Maroc dans les territoires sahraouis occupés», a fait observer M. Laâyachi.

«Le Forum de Crans Montana organisé dans le passé dans la ville de Dakhla occupée s'inscrivait aussi dans la démarche propagandiste du Maroc» a-t-il également dit, rappelant dans le même contexte l'ouverture par certains pays, à l'instar des Iles

Comores, la Gambie la Guinée et le Gabon ce qu'ils ont appelé «consulats» dans la ville de Laâyoune occupée.

«Les consulats n'assurent pas une activité diplomatique. Leur rôle est de servir les ressortissants d'un pays. Or, dans le cas de ces pays, il n'ont pas de ressortissants dans les territoires sahraouis occupés. L'ouverture de ces consulats ne servent qu'à vouloir légitimer l'occupation et faire croire à une «souveraineté» prétendue du Maroc sur le territoire sahraoui», s'est-t-il indigné.

Dans ce sens, le président du Cnasp a noté avec «satisfaction» qu'aucun pays important dans le monde n'est intéressé par l'ouverture de tel «consulat» dans les territoires sahraouis. Ces pays respectent les lois internationales

Illizi

Arrivée à l'aéroport d'In-Amenas des aides humanitaires acheminées vers la Libye

Les aides humanitaires destinées au peuple libyen sont arrivées mardi à l'aéroport d'In-Amenas (240 km nord d'Illizi) pour être acheminées vers la Libye, sur instruction du Président de la République, Abdelmajid Tebboune.

Initiée par le Croissant-Rouge algérien (CRA), cette opération de solidarité avec le peuple libyen porte sur l'acheminement de 100 tonnes de produits de tous genres (produits alimentaires, eau minérale, médicaments, articles de couchage, groupes élec-

trogènes et autres), via un pont aérien militaire depuis l'aéroport de Boufarik, à bord de trois avions cargos mobilisés par le commandement de l'Armée nationale populaire (ANP). Réceptionnée à l'aéroport d'In-Amenas en présence des autorités de la wilaya d'Illizi et de représentants du CRA, cette aide devra être acheminée mercredi à bord de camions semi-remorques vers le poste frontalier de la commune de Debdeb à destination de la Libye, a expliqué le wali d'Illizi, Mustapha Aghamir. La présidente du

CRA, Mme Saida Benhabiles, avait indiqué, lors du coup d'envoi de cette 3ème opération d'aide depuis l'office du complexe olympique Mohamed Boudiaf (Alger), vers la région de Ghadamès (Libye), que «le CRA, chargé par le Gouvernement de prendre en charge cette action de solidarité, devra acheminer ces aides au poste frontalier de Ghadamès, en coordination avec le Croissant-Rouge libyen, avec lequel le CRA est lié par une convention de partenariat et de coopération».

K. L.



Procès en destitution de Trump

Mardi glacial au Capitole

■ Pendant de longues heures mardi, les sénateurs américains ont écouté les arguments des accusateurs et des défenseurs de Donald Trump, sans dire un mot. Ou presque

Par Rosa C.

Au premier jour du procès historique en destitution du président des États-Unis, ces professionnels de la joute oratoire se sont pliés à l'ordre intimé par le «sergent d'armes» du Sénat, un gradé chargé du protocole : se taire «sous peine d'être emprisonné». Seule exception : toutes les deux heures, les cent élus de la chambre haute du Congrès se sont levés un par un pour dire «oui» ou «non» à onze amendements proposés par la minorité démocrate, en vue d'obtenir de nouveaux documents et témoins. Et chaque parti (53 républicains et 47 démocrates) a fait bloc pour rejeter ou soutenir les amendements proposés.

«*Ses mensonges nous divisent*». En ce mardi glacial, un manifestant avait brandi ce slogan devant le Capitole, se faisant l'écho des fractures suscitées en

son sein par le locataire de la Maison-Blanche. Les touristes, venus visiter ce bâtiment emblématique de Washington, reflétaient aussi ces divisions, qui

touchent toute la société américaine. Un partisan du président refusait ainsi de parler d'un jour historique. «*Une mascarade ! Heureusement, ça ne devrait pas traîner*», glissait-il sans donner son nom. S'il parvient à tenir sa majorité jusqu'au bout, le chef républicain du Sénat Mitch McConnell devrait en effet obtenir rapidement l'acquiescement de Donald Trump, peut-être d'ici deux semaines. «*Je ne m'attends pas à un procès équitable*», regrettait un autre touris-

FRANCIS R.

te, Tim Boyer, venu de Caroline du Nord. «*Mais j'espère qu'il y aura des témoins, des documents, que les sénateurs feront ce qu'ils ont à faire...*». Avant d'entrer dans l'hémicycle bleu et or, la sénatrice républicaine Shelley Moore Capito admettait qu'il y avait des tensions dans l'air : «*C'est une affaire grave !*». Contrairement aux sessions habituelles, les élus, appelés à jouer le rôle de juges et de jurés sous la supervision du juge de la Cour suprême John Roberts, ont laissé les avocats et les défenseurs du président livrer bataille à leur place. Solennité oblige, ils ont également été sommés d'abandonner leurs téléphones et ordinateurs portables. «*Je vais peut-être souffrir d'un petit manque*», a plaisanté M^{me} Moore Capito, en se disant prête à tenir «*le temps qu'il faudra*». De fait, le temps s'est allongé et les passes d'armes se sont prolongées jusque tard dans la nuit. Peu à peu, les rangs se sont clairsemés dans les balcons réservés au public, où l'actrice Alyssa Milano a fait une apparition. Lors d'une suspension de séance, le sénateur républicain Ted Cruz s'est plaint que l'opposition «*dépose des motions redondantes à n'en plus finir*». D'autres élus se sont rués sur

leur portable pour tweeter, comme la démocrate Elizabeth Warren, en lice pour la primaire de son parti : «*Soyons clairs, nous ne serions pas en train de débattre d'amendements à 22h00 si les sénateurs républicains ne trichaient pas avec les règles du procès*». En Europe, à cette heure, il y a «*des soldats ukrainiens qui se réveillent dans des tranchées face à des chars russes*», a renchéri dans l'hémicycle son collègue Jason Crow, l'un des procureurs désignés par la chambre des représentants pour porter l'accusation contre Donald Trump. Les démocrates majoritaires à la chambre basse accusent Donald Trump d'avoir bloqué une aide militaire cruciale pour l'Ukraine, afin de la forcer à enquêter sur un de ses rivaux à la présidentielle de novembre.

Poursuivant sa référence aux soldats de ce pays, M. Crow, un ancien militaire, a mouché ses adversaires : «*Je ne crois pas qu'ils aimeraient nous entendre parler de notre fatigue !*».

Signe des tensions croissantes à mesure que les heures s'écoulaient, le chef de la Cour suprême qui préside les débats, John Roberts, a émis un inhabituel rappel à l'ordre et demandé aux deux parties de garder un «*discours de civilité*». **R. C.**



Commentaire

Remontée

Par Fouzia Mahmoudi

Il y a encore quelques mois, beaucoup s'étaient moqués de Rachida Dati lorsqu'elle avait évoqué son possible désir de se présenter à la mairie de Paris, tant l'aura de son parti Les Républicains s'est aujourd'hui affaïdi et alors qu'elle n'avait que peu de soutien politique. Pourtant, après quelques semaines seulement de campagne, celle qui est maire du 7^e arrondissement de Paris depuis déjà 12 ans fait une percée spectaculaire dans les derniers sondages d'opinions. En effet, l'ex-ministre de la Justice semble bien prendre de l'avance sur les deux candidats de la majorité, l'élu officiel de La République En Marche Benjamin Griveaux et le dissident Cédric Villani. Au premier tour du scrutin de mars prochain, l'ancienne garde des Sceaux de Nicolas Sarkozy obtiendrait, selon ce sondage, 19 % des votes avec sa liste «Engagés pour changer Paris», contre 15 % pour Benjamin Griveaux et 13 % pour Cédric Villani. Toutefois, la candidate qui, pour l'instant, mène le jeu reste l'actuelle maire de la capitale, la socialiste Anne Hidalgo, et sa liste «Paris en commun». Elle arriverait ainsi au premier tour avec pas moins de 25 % des voix, bien loin devant Rachida Dati et les autres candidats. La capitale avait pourtant accordé massivement ses suffrages à Emmanuel Macron à la présidentielle de 2017 et a encore attribué près de 33 % des voix à la liste LREM aux élections européennes. Entre eux s'intercale l'écologiste David Belliard (14 %), soumis à rude concurrence dans un paysage municipal où tous les candidats s'évertuent à verdifier leur programme. Anne Hidalgo, qui apparaissait en difficulté il y a un an, creuse son avantage sur ses concurrents. Dans le précédent sondage publié par Ifop courant décembre, elle était déjà en tête avec 22,5 % des intentions de vote. Benjamin Griveaux (17 %) et Rachida Dati (17 %) étaient au coude à coude devant Cédric Villani (14 %) et David Belliard (12,5 %). La liste La France Insoumise de Danielle Simonnet et la liste Rassemblement National de Serge Federbusch obtiendraient chacune 5 % dans tous les cas de figure. Au second tour, une liste d'union hypothétique entre les listes Hidalgo et Belliard l'emporterait très largement (41 %), devant celle de Rachida Dati (22 %) suivie de Benjamin Griveaux (20 %) et de Cédric Villani (17 %). Mais le candidat de LREM attend le ralliement de Villani, candidat dissident du parti présidentiel, pour revenir dans les sondages et prendre le pas sur les candidates socialistes et de droite. Mais Villani, qui avait déjà choisi de se présenter à Paris contre le candidat officiel de son parti, ne semble pas décidé à abandonner la partie et risque de continuer à être un gros caillou dans le soubassement de Griveaux qui est loin derrière Hidalgo mais surtout désormais derrière Dati. Cette dernière veut continuer à surprendre et considère par ailleurs que remporter la capitale n'est pas en dehors de sa portée. Une telle victoire aurait aussi des retombées significatives sur Les Républicains qui reprendraient du poil de la bête et seraient plus à même de se montrer combatifs pour la prochaine élection présidentielle pour laquelle ils n'ont toujours pas de candidats éventuels. **F. M.**

Célébrations Jérusalem

Netanyahu va demander d'augmenter la pression sur l'Iran

Israël va tenter cette semaine de persuader les États-Unis, mais surtout la Russie et la France, d'user de leur influence au Moyen-Orient pour y juler celle de l'Iran, présenté comme la nouvelle menace contre les Juifs, 75 ans après la Shoah.

Une quarantaine de dirigeants étrangers ont commencé à affluer à Jérusalem pour les commémorations, jeudi, de la libération du camp nazi d'Auschwitz, avec au programme la lutte contre l'antisémitisme en Occident, mais aussi le dossier iranien. Pour le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, la menace nazie d'antan porte aujourd'hui un autre nom : celui de l'Iran, car la République islamique menace, par son programme nucléaire et balistique, l'existence même de l'État hébreu. «*Un tiers des Juifs sont partis en flammes* (dans les camps nazis) et nous ne pouvons rien y faire. Après la Shoah, l'État d'Israël a été mis sur pied, mais les tentatives pour détruire le peuple juif n'ont pas disparu. L'Iran déclare chaque jour qu'il veut rayer Israël de la face de la Terre», a déclaré cette semaine M. Netanyahu. «*La première leçon d'Auschwitz est la suivante : il faut stopper le mal dès qu'il commence. Or l'Iran est une très mauvaise chose (...)* peut encore croire avec l'arme nucléaire», a-t-il ajouté dans une vidéo mise en ligne sur Youtube. Israël s'opposait à l'accord

sur le nucléaire iranien de 2015 et appelle les Européens à soutenir les États-Unis, qui s'en sont retirés en mai 2018 avant de rétablir des sanctions contre Téhéran et de tuer début janvier le général Qassem Soleimani, provoquant une onde de choc régionale. La question iranienne sera au «menu» de la rencontre cette semaine entre Benjamin Netanyahu et le président français Emmanuel Macron, avec pour nécessité que «*l'Iran revienne à ses objectifs*», confirme l'Elysée, Téhéran s'étant progressivement affranchi d'engagements pris en vertu de l'accord, qui prévoit une réduction drastique de la production nucléaire iranienne. Paris a ouvert la voie à l'imposition de sanctions en activant, avec Londres et Berlin, la procédure de règlement des différends prévue en cas de violation des engagements. Ce coup diplomatique a été relativement bien reçu en Israël, où les analystes doutent toutefois de la capacité de M. Netanyahu à convaincre les Européens, et encore moins la Russie, proche de Téhéran, d'épouser la position américaine d'une «*pression maximale*» sur l'Iran. A défaut de convaincre Russes et Français sur cet épineux dossier, Benjamin Netanyahu peut toutefois aborder avec eux la question de l'influence de l'Iran en Syrie, où la Russie joue un rôle clé, et au Liban, où la France, ancienne

puissance mandataire, reste influente. Ces dernières années, des milices pro-iraniennes ont multiplié les tirs ou les tentatives d'attaques depuis la Syrie contre Israël, qui a répliqué avec des frappes aériennes, notamment sur Damas. Après l'assassinat de Qassem Soleimani, le président russe Vladimir Poutine, dont les troupes combattent auprès des forces syriennes depuis 2015, a fait une visite surprise à Damas, sa première depuis le début de la guerre en Syrie. «*C'était peut-être une tentative de renforcer la position russe dans ce pays au détriment de l'Iran*», autre grand allié de Damas, avance Itamar Rabinovitch, ancien négociateur avec la Syrie, aujourd'hui professeur émérite à l'Université de Tel-Aviv. Or, Israël souhaiterait précisément voir la Russie juguler l'influence de l'Iran en Syrie, estime des analystes. «*Mais les Russes ne vont pas faire de concession à Israël et aux États-Unis sans obtenir quelque chose en retour*», selon M. Rabinovitch, qui ne s'attend pas à des bouleversements majeurs à Jérusalem car les États-Unis y sont représentés par le vice-président et non le président. Quoi offrir ? «*Je ne suis pas convaincu qu'Israël ait quelque chose de particulier à donner hormis du renseignement sur des points précis*», note Menahem Merhav, maître de conférences à l'Université hébraïque de Jérusalem.

Plusieurs thèmes en débat Tizi

Salon Djurdjura du livre, une rencontre enrichissante

Le Salon national du livre, organisé depuis le dix-huit du mois de janvier courant Tizi Ouzou, est une occasion pour débattre plusieurs sujets et aborder différents thèmes liés à l'art et la culture. Des conférences, des rencontres débats, des ateliers de formation et des expositions étaient proposés au public afin de mettre la lumière sur la richesse de la culture algérienne. Des chercheurs et professionnels de renommée ont pris part à cet événement qui sera clôturé cet après-midi.

Par Abbla Selles

La ville de Tizi Ouzou accueille, depuis le dix-huit du mois de janvier courant, des professionnels dans l'art ainsi que des chercheurs de renommée pour revenir sur la culture algérienne dans ses différentes dimensions. C'est dans le cadre de la douzième édition du Salon Djurdjura du livre à Tizi Ouzou que des écrivains, musicologues, poètes et autres ont animé des conférences, des rencontres débats et des ateliers de formation sur le livre, l'écriture, la lecture, la musique et l'art en Algérie.

Cet événement qui prend plus de maturité au fil des années, était à la hauteur des attentes du public et des participants, selon des témoignages enregistrés sur place.

En effet, plusieurs thèmes liés au livre étaient abordés cette année, à l'image d'une rencontre autour du «patrimoine musical algérien à travers l'écriture» durant laquelle on est revenu sur

le processus de déperdition que subit notre patrimoine culturel en général et musical en particulier. A ce propos, Abdelkader Bendamache a déclaré que «nous devrions travailler le vrai patrimoine algérien qui est menacé par des pays voisins qui nous font beaucoup d'ombre dans ce domaine. Nous avons notre patrimoine, notre identité et notre connaissance, à nous de les mettre en valeur», soulignant que «l'État doit prendre en charge ce volet par un plan qui va mettre en valeur tout ce que nous avons comme patrimoine et mémoire culturelle».

«L'adaptation d'histoires populaires en roman permettrait de consolider l'identité algérienne autour de repères qui lui sont propres», estiment les animateurs d'une rencontre sur la poésie populaire à la maison de la culture Mouloud-Mammeri.

Animée par les écrivains Amel El Mahdi, Lazhari Labter et Hacene Halouane, cette conférence a été une occasion pour revenir sur deux des plus belles et des plus tragiques histoires d'amour dont «Hiziya» de Mohamed Ben Guittoun et «Guemr Ellil» de Abdellah Ben Kerriou qui raconte l'amour impossible entre le poète et Fadhma Zaanounia, fille d'un Bachagha à Laghouat. Deux histoires adaptées en roman, l'une par Lazhari Labter dans son

roman «Hiziya princesse d'amour des Zibans» et l'autre par Amel El Mahdi dans son roman «La belle et le poète».

Avant de revenir sur les difficultés qu'éprouvent les jeunes dans la compréhension des textes classiques, Lazhari Labter a déclaré que le roman et le cinéma «sont les meilleurs moyens

de transmission de cette poésie populaire qui raconte beaucoup de belles histoires, légendes et événements historiques de notre pays aux jeunes générations».

Il est à noter que des ateliers de formation dont «Siwilyid Tamacahut» et un atelier d'initiation à l'astronomie animé par l'association scientifique des

jeunes talents «Ithrane» de la wilaya de Tizi-Ouzou sont animés en marge de cet événement.

Des ventes dédicaces sont organisées dans les annexes de la maison de la culture de la ville.

A. S.

AGEND'ART

Opéra d'Alger Boualem-Bessaih

Jusqu'au 24 janvier à partir de 19h :

Spectacle «La Belle au bois dormant» par le Ballet de Saint-Petersbourg (Russie). Prix des billets : 2 000 DA/3 000 DA), en vente depuis mardi 14 janvier au guichet de l'Opéra, de 10h à 17h.

Salle Ibn Zeydoun à 19h 30 janvier :

L'Institut Cervantès d'Alger, en collaboration avec le ministère algérien de la Culture, organisent un concert de rock flamenco avec l'artiste espagnol Nestor. Le prix du ticket d'entrée est fixé à 600 DA

Siège de la Fondation Ahmed et Rabah-Asselah

Jusqu'au 18 février :

Exposition collective d'arts plastiques «Un rêve... trois regards», avec l'architecte Chafa Ouzani (Béjaïa), les artistes plasticiens Djamel Talbi (Tizi-Ouzou) et Mourad Abdelaoui (Aïn Beïda).

Galerie Ifru Design

Jusqu'au 31 janvier :

Exposition «Hommages» de l'artiste Abdelhalim Boukhalifa. Théâtre régional Abdelkader-Alloula d'Oran

Mercredi 29 janvier à 18h30 : Concert de rock flamenco avec l'artiste espagnol Nestor.

Musée d'art moderne d'Oran

Jusqu'au 2 février :

Exposition artistique collective avec la participation de 33 artistes plasticiens, à l'occasion du 37^e anniversaire de la fondation de l'Union nationale des arts de la culture (Unac).

Archéologie

Découverte d'une nouvelle mosaïque à Negrine (Tébessa)

Une nouvelle mosaïque a été découverte mardi par un citoyen résidant dans la région de Tifache relevant de la commune de Negrine (165 km au sud de Tébessa), a appris l'APS auprès du président de l'Assemblée populaire communale (APC) de cette collectivité locale, Ramdani Djemouai.

«Le citoyen avait découvert cette mosaïque alors qu'il effectuait des travaux de creusements dans sa propre ferme et s'est empressé d'alerter l'association locale pour la relance du tourisme et la préservation du patrimoine et de l'environnement de Negrine, qui a, à son tour, m'a contacté», a précisé le président de l'APC de Negrine.

M. Djemouai a indiqué qu'il avait informé les autorités locales et la direction de la culture ainsi que le Centre national de recherche archéologique (CNRA) de cette nouvelle découverte avec l'objectif d'accélé-

rer les procédures de protection de cette nouvelle pièce archéologique découverte», relevant que les habitants de la région ont pris «l'initiative de protéger cette découverte jusqu'à l'arrivée des chercheurs et experts».

Jusqu'à l'arrivée des spécialistes et d'experts du Centre national de recherche en archéologie (CNRA) pour expertiser la mosaïque découverte et prendre les mesures qui s'imposent pour sa protection, en coordination avec les autorités locales, selon un communiqué de presse publié par le même département.

De son côté, le chargé de la communication de l'association pour la relance du tourisme et la préservation du patrimoine et de l'environnement de Negrine, Lakhdar Hami, a souligné à l'APS que cette commune, qui a vu plusieurs civilisations défiler sur ces terres, «recèle de nombreuses sites archéologiques», soulignant que les membres de l'association œuvrent à sensibiliser les citoyens quant à «la nécessité de préserver ces découvertes et de les protéger». Il a ajouté que «l'association ambitionne, en coordination avec les autorités locales, de créer un musée archéologique à Negrine pour exposer toutes les pièces archéologiques découvertes et informer sur le passé riche en histoire de cette région».

Pour rappel, une mosaïque avait été découverte dans la région de Ain Boudias de la même commune en ce début janvier courant et avait subi un acte de vandalisme.

La fresque sera «prochainement» transférée vers un atelier spécialisé dans la restauration de la mosaïque à Tipasa, rappelle-t-on encore.

F. H.

Musique

Céline Dion rend hommage à sa maman

Céline Dion est en deuil. Quatre ans après la mort de son mari René Angélil, Céline Dion a perdu sa maman, Thérèse Tanguay Dion, décédée ce vendredi 17 janvier à l'âge de 92 ans, des suites d'une longue maladie. Une triste nouvelle que la chanteuse a décidé de partager avec son public, lors d'un

concert à Miami. Quelques heures après l'annonce du décès de sa maman, la diva canadienne rendait hommage à sa chère mère sur les réseaux sociaux : «Maman, nous t'aimons tellement... Nous te dédions le spectacle de ce soir et je chanterai pour toi avec tout mon cœur», écrivait la maman de René-

Charles. Cette dernière a tenu promesse puisque, le soir même, elle a rendu hommage à Thérèse Dion, sur scène, lors d'un émouvant discours. Sur le plateau de TPMP, ce lundi 20 janvier, Cyril Hanouna et son équipe sont revenus sur cette soirée pour le moins touchante.

En plateau, Gilles Verdez s'est

montré particulièrement touché par le deuil de Céline Dion : «Moi je trouve ça vraiment émouvant parce qu'en plus, c'est sa maman qui l'avait lancée (...) Et puis là, elle a le courage de partager avec son public comme elle l'a toujours fait. C'est très beau ce qu'elle fait», a-t-il déclaré. R. I.



CR Belouizdad Ghanem clôt le recrutement

LE MILIEU de terrain offensif de la JSM Béjaïa (Ligue 2), Fouad Ghanem, s'est engagé pour trois saisons avec le CR Belouizdad, a annoncé mardi l'actuel leader de la Ligue 1 de football. Ghanem (22 ans) devient la troisième et dernière recrue hivernale du Chabab après l'attaquant Mohamed Amine Souibaâh (ex-ES Sétif) et le milieu de terrain Taoufik Zerara (ex-CA Bordj Bou Arréridj) qui se sont engagés pour un bail de deux saisons. Sous la conduite du nouvel entraîneur français Franck Dumas, le CRB se trouve actuellement en Tunisie pour un stage hivernal de dix jours. Les coéqui-

piers d'Amir Sayoud affrontent ce mardi en amical le CS Sfaxien (Ligue 1/Tunisie). Le CRB, détenteur du titre honorifique de champion d'hiver, reste sur une qualification pour les 1/8^e de finale de la Coupe d'Algérie en déplacement face à l'Olympique Médéa (1-0). Outre la démission de l'entraîneur Abdelkader Amrani, parti rejoindre le club marocain de Difaâ Hassani El-Jadidi, le CRB a enregistré également un remaniement au sein de sa direction avec l'arrivée de Taoufik Kourichi en tant que nouveau président du pôle de performance et porte-parole du club, en remplacement de Saïd Allik.

Schalke 04

Bentaleb à Newcastle à titre de prêt

LE MILIEU international algérien de Schalke 04 (Div.1 allemande de football) Nabil Bentaleb a été prêté jusqu'à la fin de la saison à Newcastle, avec option d'achat, a annoncé mardi le club pensionnaire de Premier League anglaise sur son site. «Je suis très heureux de revenir en Angleterre, en particulier avec un club comme Newcastle. Le projet m'a vraiment intéressé. Je voulais absolument revenir en Premier League. Je pense que c'est le choix parfait pour moi», a réagi Bentaleb dans une déclaration accordée au site des «Maggies». L'ancien joueur de Tottenham, qui avait quitté la Premier League en 2016, signe ainsi son retour en Angleterre pour relancer sa carrière. Ce prêt comporte une option d'achat (non obligatoire) de l'ordre de 10 millions d'euros, selon la presse britannique. «C'est quelqu'un à qui j'ai prêté une attention particulière lorsqu'il était chez Tottenham. Il joue au plus haut

niveau depuis quatre ou cinq ans, mais il aura faim et sentira qu'il a quelque chose à prouver, et nous donnera le plus qu'on attend de lui», a estimé de son côté l'entraîneur de Newcastle, Steve Bruce.

Au terme de la 23^e journée du championnat d'Angleterre, Newcastle, qui reste sur une victoire samedi à domicile face à Chelsea (1-0), occupe la 12^e place avec 29 points, à cinq longueurs des places européennes. Eloigné des terrains depuis septembre, Bentaleb (25 ans) a rejoué en novembre dernier avec l'équipe réserve de Schalke (U-23). Le natif de Lille (France) avait été victime d'une déchirure du ménisque, nécessitant une intervention chirurgicale. Il n'a joué aucun match cette saison avec l'équipe première. Bentaleb (35 sélections/5 buts) avait été également écarté de la sélection algérienne, sacrée championne d'Afrique lors de la CAN-2019 disputée en Egypte.

AS Monaco

Moreno n'a pas décidé pour Slimani

espagnol sur le Rocher et vit une période difficile. Une nouvelle fois en tribunes lundi face à Saint-Pryvé Saint-Hilaire (3-1) en huitièmes de finale de la Coupe de France, il est fréquemment associé à un départ depuis quelques jours, notamment vers l'Angleterre où il serait pisté par Tottenham et Aston Villa, selon le «Telegraph». Pour la presse française dont «Monaco-Matin», l'avenir de Slimani sur le Rocher s'inscrit en pointillés. Malgré ses 7 buts et 8 passes décisives en 13 matches de Ligue 1 sur la première partie de saison, Islam Slimani, prêté par Leicester jusqu'à la fin de la saison, n'a disputé qu'une rencontre depuis l'arrivée de Robert Moreno sur le banc de l'AS Monaco. C'était sur la pelouse du Parc des Princes, face au PSG (3-3), où il avait inscrit le 3^e but du club de la Principauté. Le limogeage en décembre de l'entraîneur portugais Leonardo Jardim, à l'origine du recrutement de Slimani, et son remplacement par l'Espagnol Robert Moreno, a fini par changer la donne pour le meilleur buteur en activité de l'équipe nationale.

L'ENTRAÎNEUR de l'AS Monaco (Ligue 1 française de football), Robert Moreno, est resté évasif sur l'avenir en Principauté de son attaquant algérien Islam Slimani, à qui on prête des envies de départ durant le mercato hivernal. «En ce moment, lui (Slimani) et chaque joueur peuvent partir ou rester», a lancé Robert Moreno au micro de RMC Sport. «On est en période de mercato, rester ou partir, tout est possible. J'ai lu beaucoup de choses sur Slimani, il faut voir ce qu'il en est», s'est-il contenté de dire. Titulaire indiscutable en début de saison, l'avant-centre algérien (31 ans) ne fait plus l'unanimité depuis l'arrivée du technicien

Coupe du Monde 2022 (Zone Afrique - 2^e tour préliminaire)

Les Verts super favoris

■ La sélection nationale de football est super favorite pour se qualifier pour le match barrage des éliminatoires du Mondial 2022 du Qatar, vu qu'elle est tombée dans un groupe facile lors de la première phase.

Les champions d'Afrique dans un groupe à leur portée

Ph.-D. R.

Par Mahfoud M.

Le tirage au sort de ces éliminatoires de la zone Afrique a, en effet, été très clément pour la bande à Belmadi qui aura à disputer le seul ticket de qualification dans un groupe A au Burkina Faso, Niger et Djibouti, soit des adversaires largement à la portée des champions d'Afrique. Sans doute, le seul adversaire coriace sera le Burkina Faso qui s'était déjà retrouvé sur le chemin des Fennecs lors des barrages des éliminatoires de 2014 au Brésil. L'Algérie l'avait emporté au stade Tchaker de Blida sur le score de (1/0) avec un but du défenseur et capitaine d'équipe de l'époque, Madjid Bouguera. Les Etalons avaient donné des sueurs froides aux Algériens à cette époque et comptent rééditer le coup, voire tenter de prendre la revanche lors de ces éliminatoires qualificatifs au Mondial qatari. Toutefois, ce ne sera pas facile devant une sélection qui est à présent l'une des meilleures du Continent noir et qui a arraché le

dernier titre africain. Le Niger n'est pas aussi une sélection inconnue pour les Verts qui l'ont rencontré à trois reprises, que ce soit lors de la CAN ou des éliminatoires du Mondial. Cette sélection occupe la 112^e place mondiale et ne devrait pas poser beaucoup de problèmes aux Fennecs. Enfin, Djibouti, troisième adversaire de l'EN, reste vraiment la grande inconnue, étant donné que c'est la première fois qu'il se qualifie à ce stade de la compétition. Malgré ce tirage, le sélectionneur national, Djamel Belmadi, veut que ses joueurs

soient concentrés comme il se doit. «L'aventure du Mondial a démarré maintenant pour nous, après avoir connu nos adversaires et nous ferons tout pour nous qualifier», dira le driver des Verts qui affirme que le fait d'affronter des équipes inconnues est un stimulant pour son groupe qui sera vigilant et ne se relâchera pas aussi facilement. Il trouve que le Burkina Faso sera l'équipe la plus coriace qu'aura à affronter les Verts, étant donné qu'elle est la plus solide du chapeau 2.

M. M.

Résultats du tirage au sort

Composition des groupes du 2^e tour préliminaire de la Coupe du Monde (Qatar 2022), zone Afrique, à l'issue du tirage au sort effectué mardi au Caire (Egypte) :

- Groupe A : Algérie - Burkina Faso - Niger - Djibouti.
- Groupe B : Tunisie - Zambie - Mauritanie - Guinée équatoriale.
- Groupe C : Nigeria - Cap Vert - Centre-Afrique - Libéria.
- Groupe D : Cameroun - Côte d'Ivoire - Mozambique - Malawi.
- Groupe E : Mali - Ouganda - Kenya - Rwanda.
- Groupe F : Egypte - Gabon - Libye - Angola.
- Groupe G : Ghana - Afrique du Sud - Zimbabwe - Ethiopie.
- Groupe H : Sénégal - Congo - Namibie - Togo.
- Groupe I : Maroc - Guinée - Guinée Bissau - Soudan.
- Groupe J : RD Congo - Bénin - Madagascar - Tanzanie.

Mise à jour du championnat de Ligue 1

Le PAC pour confirmer face au CSC

Le Paradou AC tentera de confirmer face au CS Constantine lors du dernier match en retard qu'il disputera au stade Omar-Hammadi d'Alger. Après son nul positif face au NC Magra chez ce dernier, le PAC fera tout ce qui est en son pouvoir pour confirmer et donc arracher les trois points du succès. Les poulains de Chalo qui commencent à sortir de la crise des résultats qu'ils avaient faits à un certain moment, souhaitent terminer la phase aller avec un classement intéressant en arri-

vant à un total de 21 points. Il s'agit de bien se comporter en attendant de reprendre le championnat et la compétition africaine. Les coéquipiers de Bouchina savent ce qui les attend lors de cette confrontation, surtout que l'adversaire ne se laissera pas faire et fera, de son côté, tout son possible pour repartir avec le meilleur résultat possible. Ce sera donc une rencontre compliquée pour les Algérois qui doivent être bien concentrés sur leur sujet. De leur côté, les Sanâfins qui sont de retour de

Tunisie où ils se trouvaient en stage pour quelques jours, sont décidés à bien négocier cette sortie à Alger et revenir au moins avec le point du nul. Ils savent, néanmoins, qu'il s'agira d'une sortie quelque peu compliquée face à une bonne équipe du PAC qui revient en force. Les coéquipiers de Abid ne sont pas pour autant impressionnés et restent déterminés à jeter toutes leurs forces dans la bataille pour revenir avec le meilleur résultat possible.

M. M.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejournalalgerie.com>

Sétif

Démantèlement d'un réseau criminel et saisie de 4 kg de kif traité

LES SERVICES de la sûreté de la wilaya de Sétif ont réussi à démanteler un réseau criminel composé de 3 personnes, spécialisé dans le trafic de drogue, et procédé également à la saisie de 4 kg de kif traité, a-t-on appris hier de ce corps de sécurité. Dans une déclaration à l'APS, le responsable de la communication de la sûreté de wilaya, le commissaire de police, Abdelouahab Aissani, a affirmé que cette opération a été effectuée suite à des informations alertant les officiers de la 15^e sûreté urbaine de la sûreté de wilaya des activités de 3 personnes spécialisées dans le trafic et la vente de drogue dans la ville de Sétif. Il a ajouté que ces informations ont permis de procéder à des investigations approfondies ayant abouti à l'identification des personnes impliquées, âgées entre 30 et 46 ans, et à leur arrestation, en plus de la saisie des 4 kg de kif traité et une somme d'argent dépassant les 240 millions de dinars correspondant au montant de la vente de drogue. Après avoir achevé toutes les procédures judiciaires nécessaires, un dossier pénal a été établi pour «*possession et vente illégale de drogue*», a précisé par ailleurs la même source, soulignant que les 3 mis en cause ont été déferés devant les autorités judiciaires compétentes.

Oran : plus de 8 kg de kif traité saisis et quatre narcotrafiquants arrêtés

Un réseau composé de quatre narcotrafiquants a été démantelé à Oran et huit kilos de kif traité ont été saisis par les éléments de la

sûreté de wilaya, a-t-on appris, hier, de ce corps de sécurité. Lors d'un point de presse organisé à la sûreté de wilaya d'Oran, les responsables de la cellule de communication ont précisé que les éléments de la BRI ont arrêté quatre personnes, présumés membres d'un réseau spécialisé dans le transport, le stockage et la commercialisation de stupéfiants. Les mis en cause sont âgés entre 23 et 34 ans. La même source a ajouté que l'arrestation des quatre individus s'est faite suite à des informations faisant état du transport de la drogue à l'aide de véhicules de tourisme afin de ne pas attirer l'attention des services de sécurité et stocker la marchandise prohibée, avant de la commercialiser. Les policiers ont alors tendu une souricière aux trafiquants, qui s'est soldée par l'interception d'un véhicule, au niveau du quartier d'El-Hassi, à bord duquel 8,160 kg de kif traité étaient dissimulés, ajoute-t-on de même source. Le conducteur du véhicule a été arrêté et l'enquête s'est poursuivie, après extension de compétence, qui a mené les enquêteurs à la commune d'Es-Sénia où les reste de la bande a été arrêté. Trois autres personnes ont été arrêtées par les policiers qui ont également saisi trois autres véhicules, 10 téléphones portables ainsi qu'une somme de 12 500 DA, représentant une partie des revenus de la commercialisation de la drogue, indique la même source. Les quatre individus seront présentés devant la justice, qui décidera de suites à donner à cette affaire.

Younès G.

Djalou@hotmail.com

Pénurie d'eau à Boukhelifa/ Béjaïa

Le siège de la mairie bloqué par des villageois

■ Des dizaines de villageois de la commune de Boukhelifa? dont ceux

Par Hocine Cherfa

Les mécontents voulaient à travers cette action pour le moins radicale ont été privés d'eau potable depuis plusieurs mois en dépit de l'arrivée de la période de pluies. Les autorités reconnaissent que l'eau est rare faute de pluies et de ressources. Ceci, en plus du retard accusé dans l'alimentation d'une partie des villages de la commune faute d'installation de compteurs, un problème qui n'est pas encore pris en charge par la direction de l'hydraulique. Au niveau de la source principale d'où sont alimentés plusieurs villages, il y a un manque criant d'eau, affirme-t-on. Un projet de réalisation d'un forage est inscrit dans le cadre des PCD 2019 au niveau de Taghzout afin de renforcer l'alimentation en eau potable en faveur des habitants de la commune, ceci en sus du projet réalisé au niveau du lieu-dit Zoubaï mais, qui n'est pas encore mis en service à cause

des oppositions d'une partie du village et le retard dans l'installation d'un équipement au niveau de la station de pompage et l'installation du reste des compteurs. Au sujet de la station de Zoubaï le projet n'est pas encore réceptionné. Celle-ci devrait alimenter plusieurs villages dont Mouzaïa, Idjahninène

Imaâdhanène. «*Une partie des villageois refusent la proposition des autorités d'alimenter une partie des villageois en attendant l'installation des compteurs*», selon le maire qui s'est exprimé hier sur la radio locale.

H. C.

Tiaret/Protection civile

Rencontre régionale des chefs d'unités principales

UNE RENCONTRE régionale des chefs d'unités principales de la Protection civile se tiendra aujourd'hui à Tiaret pour étudier le programme de gestion opérationnel et administratif des unités de ce corps, a-t-on appris des services de la Protection civile de la wilaya. Cette rencontre, initiée par la direction générale de ce corps d'intervention et de secours, regroupera les chefs d'unités principales de 24 wilayas de l'ouest, du centre et

du sud-ouest du pays, a-t-on indiqué de même source. Elle sera supervisée par des cadres centraux de la direction générale de la Protection civile et vise à mettre au point et à suivre le programme des entraînements quotidiens des agents de ce corps au niveau des unités, la gestion opérationnelle et administrative ainsi que l'exploitation de l'information opérationnelle pour assurer une disponibilité permanente des pompiers.

M. L.

Tlemcen

Ouverture de l'académie internationale de course d'orientation

Le coup d'envoi de l'académie internationale de course d'orientation a été donné, hier, à l'auberge de jeunes de Lalla-Setti, sur les hauteurs de Tlemcen, en présence des délégations participantes et des cadres locaux des secteurs de la jeunesse et des sports. Cette manifestation, première du genre en Algérie, permettra selon le président de la Confédération des fédérations méditerranéennes d'orientation (COMOF), le Serbe Zoran Milanovic, de promouvoir cette discipline en Algérie en veillant à la formation des jeunes de diverses associations affiliées à la

Fédération nationale du sport pour tous et à la ligue des sports de montagne de Tlemcen. Ces jeunes auront la possibilité d'acquérir une somme de connaissances leur permettant de pratiquer ce sport. La cérémonie d'ouverture a été marquée par la présence des délégations serbe, espagnole, jordanienne et autres associations nationales présentes à cette manifestation. La première journée de cette académie consiste en l'animation de quatre conférences techniques qui expliqueront aux jeunes participants les concepts généraux de la course d'orientation, la bonne utilisation

des boussoles et la lecture juste des cartes d'orientation, ont expliqué les experts de la COMOF, le Serbe Zoran Milanovic et l'Espagnol José Angel Nieto. La soixantaine de participants à cette manifestation devront participer lors de cette académie à une course en zone forestière à Hafir, au sud-ouest de la wilaya et une autre en zone urbaine, au jardin public d'El Hartoune, en plus d'une course d'exhibition à Lalla-Setti. «*La course d'orientation qui devrait être incluse à titre d'exhibition, lors des prochains Jeux méditerranéens d'Oran en 2021, peut être pratiquée en tant que*

distraction et loisir ou en compétition», a indiqué le président de la COMOF. Les organisateurs ont souligné que cette discipline «*fait appel aux qualités physiques et intellectuelles du coureur, qu'elle soit pratiquée en tant que loisir ou en compétition*». Ce sport de pleine nature se découvre à tout âge, en individuel ou en groupe, à pied, en VTT, en canoë et à ski. Cette variété de moyens constitue l'originalité de la discipline qui fait appel à la fois aux conditions physiques du coureur et au plaisir de découvrir et d'apprécier un environnement attrayant et accueillant.

Slim O.